

La Tchéquie officialise son refus de la relocalisation des « migrants »

Article rédigé par , le 08 juin 2017

Lundi, le ministre annonçait le NON définitif de son pays à la politique de relocalisation.

Jusqu'ici, contrairement à Varsovie, Bratislava et Budapest, le gouvernement de Prague semblait éviter un refus catégorique des quotas de « migrants » contre lesquels la Tchéquie avait voté lors du Conseil européen de septembre 2015. Il n'empêche qu'après avoir fait venir l'année dernière, 12 immigrés clandestins sur les 1.600 prévus dans son quota imposé par l'Union européenne, la République tchèque avait suspendu sans le dire sa participation.

En avril dernier, le ministre de l'Intérieur Milan Chovanec expliquait déjà que *« les contrôles de sécurité en cours montrent que le pays ne peut accepter personne d'autre »* et que *« le contrôle des réfugiés est compliqué »* puisque ceux-ci ne veulent même pas rester dans les centres d'accueil grecs et italiens pendant que durent les vérifications. *« La République tchèque n'a pas l'intention d'accueillir un seul migrant de plus »*, avait-il déclaré, mais *« maintenant le gouvernement doit évaluer si cela vaut ou non le coup de payer les amendes. À mon avis, oui. »*

On dirait donc que le gouvernement tchèque a évalué la chose puisque, lundi, le même ministre annonçait le NON définitif de son pays à la politique de relocalisation.

Un NON motivé par le dysfonctionnement du système de relocalisation et par la dégradation de la situation sécuritaire : *« Je voudrais informer l'opinion publique sur le fait que le gouvernement [...] a décidé de mettre fin à la participation de la République tchèque au système de relocalisation par quotas, au regard de l'aggravation de la situation sécuritaire et du caractère dysfonctionnel de ce système. »*

Il est intéressant de noter que, contrairement aux conservateurs au pouvoir en Pologne et en Hongrie, Milan Chovanec appartient au Parti social-démocrate tchèque membre de l'Internationale socialiste et du Parti socialiste européen. C'est la même chose pour le Premier ministre slovaque Robert Fico, dont le pays refuse aussi tout nouveau « migrant » après en avoir accueilli seulement 16 dans le cadre du système de relocalisation (un système qu'il a, par ailleurs, attaqué devant la Cour de justice de l'Union européenne). La décision du gouvernement tchèque a reçu le soutien de la plupart des partis politiques de droite comme de gauche, y compris du Parti communiste !

Il semble qu'il y ait un véritable fossé culturel entre les leaders politiques de l'Ouest et de l'Est du continent, ceux de l'Est faisant plus souvent passer la défense de leur identité nationale et la sécurité de leurs concitoyens avant les considérations financières à court terme : ils sont prêts à se voir infliger des sanctions et à perdre au moins une partie des fonds de cohésion européens, ce dont ils sont régulièrement menacés, plutôt que de mettre le doigt dans l'engrenage de l'immigration-islamisation. Et ils sont soutenus en cela par une large majorité de leurs opinions publiques.

Le Grec Dimítris Avramópoulos, commissaire européen chargé de l'immigration, a annoncé mardi que la Commission précisera la semaine prochaine sa *« position sur l'ouverture de procédures d'infraction contre les États membres qui ont refusé toute relocalisation ou qui n'ont fait aucune promesse en termes de place depuis pratiquement un an »*. Pendant que la Commission cherche péniblement depuis bientôt deux ans à relocaliser 160.000 immigrants clandestins (elle en a refourgué moins de 20.000 à ce jour, dont une partie se sont déjà fait la malle), il en est arrivé plus de 65.000 en Grèce et en Italie depuis le début de l'année et les services de sécurité allemands estiment ceux en attente de départ pour l'Europe, en ce moment, à 6,6 millions. Ça tombe bien, Avramópoulos expliquait justement, début mars, à Genève, que *« l'Europe va avoir besoin de 6 millions d'immigrés »*.

Cela se fera donc sans l'Europe de l'Est. À bon entendeur, salut !

Olivier Bault

[source ; Boulevard Voltaire]